

**Des faillites et des banqueroutes**

**ARRETE** N° 256 promulguant au Togo le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « Des faillites et des banqueroutes ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes »;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes ».

Porto-Novo, le 3 juillet 1936.

BOURGINE.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les actes qui ont rendu applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat le code de commerce ainsi que les dispositions législatives ou réglementaires qui l'ont modifié ou complété;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé des faillites et des banqueroutes;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions du décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé des faillites et des banqueroutes, sont rendues applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel des colonies, visées à l'article 1<sup>er</sup> et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.

**Droits des obligataires d'un même emprunt**

**ARRETE** N° 257 promulguant au Togo le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous mandat le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt.

Porto-Novo, le 3 juillet 1936.

BOURGINE.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 16 juillet 1934 et le décret-loi du 8 août 1935, relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont rendus applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies :

1<sup>o</sup> — Les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 16 juillet 1934 relative aux droits des porteurs d'obligations d'un même emprunt;

2<sup>o</sup> — Le décret du 8 août 1935 relatif aux droits d'obligataires d'un même emprunt.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel des colonies et territoires visés à l'article 1<sup>er</sup> et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.